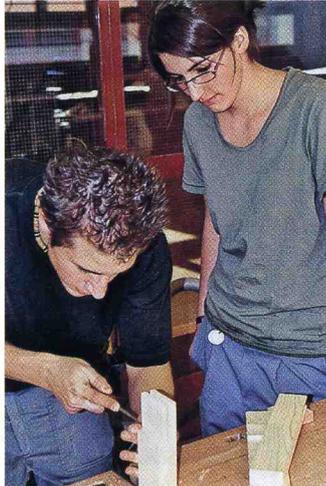


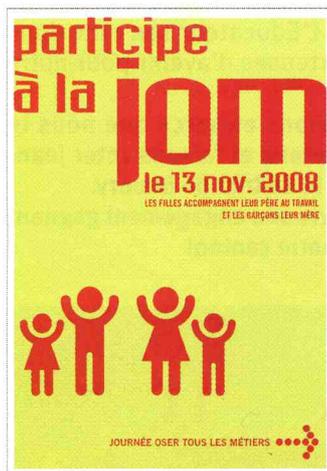
Journée «Oser tous les métiers»

L'édition 2008 de cette journée, qui est destinée aux élèves de 7^e année et a pour but de sensibiliser les filles et les garçons à certains métiers auxquels ils ne s'identifieraient pas autrement, avait connu quelques couacs. Notamment par le refus médiatisé d'un directeur d'école de relayer auprès des élèves l'invitation à y participer, considérant que ce type d'activité devait être repoussé hors du temps scolaire. Ce coup d'éclat avait notamment «irrité» Jean Studer, lequel plaide précisément pour une réforme des «structures de conduite de

© G. Ghiringhelli



l'école» pour remédier à leur morcellement et avait évoqué ce fait pour renforcer sa démonstration¹. Le comité cantonal a récemment rencontré Nicole Baur, cheffe de l'office de la politique familiale et de l'égalité, avec laquelle il a pu entamer un dialogue ouvert et constructif qui devrait contribuer à la réussite des prochaines éditions de la JOM et à son inscription dans un programme plus vaste de sensibilisation des élèves au monde professionnel. L'OPFE s'efforcera également de fournir du matériel didactique pour les enseignants et les élèves qui restent en classe lors de cette journée.



Assurance protection juridique



Le 16 décembre dernier, une délégation de l'Intersyndicale BEJUNE rencontrait **M. Beat Zemp**, président de la faïtière alémanique (LCH), dans l'idée d'avoir accès à des contrats plus avantageux grâce au nombre important des membres. Ainsi, dès le 1^{er} janvier 2009, le SAEN et ses membres seront couverts par un nouveau contrat d'assurance de protection juridique. Ce contrat est conclu (via LCH) avec la compagnie Protekta. La formule retenue couvre tout conflit lié au contrat de travail et offre aussi une protection juridique pour tout problème lié à l'utilisation d'un véhicule dans le cadre du travail (transport d'élèves ou de matériel, par exemple), à l'exclusion des trajets pour se rendre à l'école. De plus, les membres du SAEN ont la possibilité de conclure un contrat privé à

des conditions avantageuses. Pour en savoir plus: <http://www.saen.ch> -----> entre nous -----> assurance protection juridique.

Un soutien inattendu

Dans un article intitulé «Performances de l'Etat – Oser se comparer pour s'améliorer!», la Chambre neuchâteloise du commerce et de l'industrie (CNCI) observe «que le canton n'est performant que dans un seul domaine (...), l'enseignement obligatoire». La CNCI a réalisé une comparaison intercantonale des dépenses publiques dans «sept domaines de prestations publiques, à partir d'une méthode novatrice». Cette étude figure sur le site de la CNCI: www.cnci.ch.



¹ Lire à ce propos son exposé lors de la journée syndicale 2008 dans le présent numéro.

² In «Repères», mensuel de la CNCI, décembre 2008.

SAEN

Syndicat autonome des enseignants neuchâtelois

John Vuillaume – Chapons des Prés 6 – 2022 Bevaix – Tél. +41 (0)32 753 42 65
Courriel: john.vuillaume@rpn.ch – president@saen.ch – Site: www.saen.ch

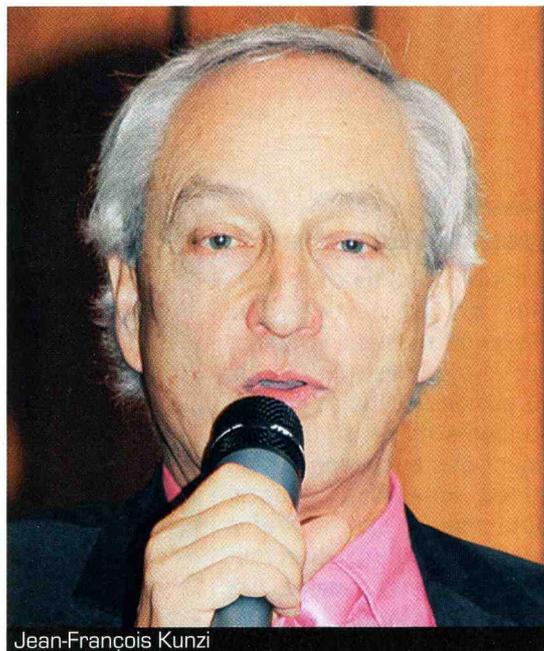


Une formidable opportunité s'offre à nous pour relayer nos revendications au sein du pouvoir législatif cantonal.

John Vuillaume

► L'acceptation par le Grand Conseil de l'Accord DECS-Syndicats d'enseignants en fin d'année dernière nous a montré qu'au-delà des préoccupations électoralistes, les parlementaires les plus actifs de la plupart des partis représentés au parlement portent un vif intérêt à notre système de formation.

Or, nous, les syndicats d'enseignants, nous sommes retrouvés sans personne dans l'arène politique pour donner une suite directe à notre pétition commune. Nous avons dû déployer des efforts soutenus pour faire passer notre message et, grâce à la bienveillance et l'ouverture d'esprit d'élus de gauche comme de droite, l'accord a finalement passé la rampe.



Jean-François Kunzi

Jean-François Kunzi, notre ancien président, est candidat au Grand Conseil neuchâtelois

Si nous avons pu bénéficier au Grand Conseil du relais d'un Jean-François Kunzi, le meilleur connaisseur de notre école neuchâteloise et son principal défenseur depuis plus de quinze ans, le débat aurait été rapidement clarifié et les enjeux davantage explicités auprès de toutes les forces politiques.

Très bon orateur, fin lettré, humaniste, expérimenté, habitué à œuvrer au sein de commissions ou d'autres groupes de travail, Jean-François trouvera vite ses marques au Grand Conseil et livrera, nous pouvons le parier, un travail de grande valeur, comme il en a l'habitude.

Mobilisons-nous pour donner à Jean-François la possibilité de poursuivre son combat pour les enseignant-e-s et l'école neuchâteloise, qui est aussi le nôtre. La qualité et l'efficacité de son engagement ne sont plus à prouver. Quand il décide de relever un nouveau défi, il se donne les moyens d'aboutir à son but. «Tout travail mérite d'être bien fait», telle est sa devise.

Fort de son expérience professionnelle, associative et syndicale, Jean-François possède également une large vision de notre canton qui dépasse le cadre de l'école et de la fonction publique neuchâteloises. Rapports Haut-Bas, développement économique et social de notre région, notre ancien président nous a fait partager dans ses billets de L'Éducateur ses réflexions constructives et porteuses d'avenir pour notre canton.

Pour toutes ces raisons et parce que nous le connaissons bien, votons et faisons voter Jean-François Kunzi dans le district de Boudry.

Qu'il puisse poursuivre son engagement gagnant pour notre école et notre canton!



En route vers le château!

► «Je n'ai aucune compétence particulière pour parler de l'école, mais je souhaiterais partager avec vous les considérations toutes personnelles qui sont les miennes. Toute l'école publique se trouve en cette fin d'année 2009 dans un moment assez particulier. Si l'on en croit la façon dont les choses sont présentées dans les médias, le 30 novembre sera un «super dimanche scolaire». Ainsi, il faut bien l'admettre, plus que jamais, l'école est devenue un sujet de débat public. Certains le rejettent, considèrent que l'école, pour

munauté au sein de laquelle elle est insérée et de son évolution, l'école est exposée à perdre rapidement tout contact avec la réalité. Mais l'école doit aussi parvenir à relativiser ses besoins immédiats. Des connaissances, des savoir-faire ne sont peut-être pas immédiatement utiles dans la société d'aujourd'hui. Je pense à des événements, à des découvertes ou à des textes fondateurs qui véhiculent des idées et des valeurs essentielles comme celles qui sont à l'origine de notre système politique.

droit à ces prestations, qui, de plus, doivent être d'une qualité irréprochable et si possible à moindre coût, pour ne pas dire gratuites.

L'école publique n'échappe pas à cette évolution et cela est véritablement de nature à créer des conflits entre les parents et les enseignants. Et tout ce climat est propice à une détérioration de votre considération sociale et à la détérioration, par conséquent, des conditions de travail.

Il n'est pas facile de remédier à cette situation. Peut-être faut-il avoir le cou-

Journée syndicale 2008

Autour des professions enseignantes et de leur valorisation (2e partie)*

accomplir ses missions, a besoin plutôt de calme. Ils estiment que c'est nécessaire non seulement pour travailler en paix, mais aussi pour ne pas être instrumentalisé. L'école devrait ainsi être épargnée des conflits politiques et en aucun cas ne devrait être l'enjeu d'initiatives populaires.

Cette vision-là, malheureusement, n'est plus d'actualité. Je suis conscient des risques qui sont liés à tout débat public, d'autant plus si ce débat est passionné, mais il faut y faire face, car l'école est forcément, dans une démocratie, une émanation de la société. Elle doit répondre à des besoins, elle doit aussi répondre à des idéaux, en tout cas à ceux du plus grand nombre. Autrement dit, si elle se détache de la com-

Dans le discours utilitariste qui prédomine aujourd'hui, ce n'est pas toujours évident d'expliquer les raisons et les buts visés par ces enseignements-là. Mais ce sont pourtant sur ces enjeux aussi que l'école doit communiquer pour expliquer ce qu'elle fait, qu'elle doit montrer les résultats qu'elle atteint. L'une des difficultés actuelles de votre métier consiste à trouver un équilibre entre les attentes immédiates de la société et l'effet à plus long terme de la transmission des savoirs que vous enseignez.

A cela s'ajoute la relation à l'autorité, qui a beaucoup évolué ces dernières années. Les collectivités publiques sont de plus en plus devenues des fournisseurs de prestations et de services pour chacun d'entre nous. On estime qu'on a

rage de poser un diagnostic et d'apprécier la situation en toute lucidité, en toute objectivité et en toute transparence. Par exemple: pourquoi ne pas rendre les résultats des enquêtes Pisa publics pour les établissements de notre canton? Pourquoi ne pas faire de même pour les épreuves romandes ou cantonales? Pourquoi ne pas faire un examen de baccalauréat unique pour les trois lycées du canton? Pourquoi ne pas faire de même pour les examens d'apprentissage? Pourquoi ne pas rendre, là aussi, les résultats d'ensemble publics? De cette manière-là, à mes yeux, nous pourrions au moins proposer un diagnostic clair sur le plan politique et débattre avec des données un peu plus objectives. Nous pourrions vérifier concrètement la pertinence de

certaines méthodes d'enseignement, comme de certaines expériences pédagogiques. Et peut-être pourrions-nous enfin un peu savoir pourquoi 27% des élèves inscrits au lycée changent d'orientation après la première année. Ou comprendre les raisons qui motivent certains employeurs à choisir leurs apprentis en testant leurs connaissances scolaires avant de les engager. Car la rumeur court, et nous n'avons aujourd'hui rien de concret pour la faire taire, rien de concret pour restaurer un climat de confiance. Sur cette base, nous pourrions revoir les objectifs de l'école publique à la hausse. Nous devons viser l'excellence. Pourquoi nous satisfaire, dans ces enquêtes Pisa, d'être dans le gros du peloton et de nous rassurer en disant: finalement, c'est normal, nous sommes un canton urbain. Est-ce vraiment notre ambition? Est-ce que c'est l'image que nous voulons donner de notre communauté neuchâteloise? Franchement, je ne le souhaite pas. J'estime que nous devrions au contraire manifester clairement notre volonté d'être parmi les meilleurs pour montrer qu'un canton urbain, avec une population étrangère importante, peut atteindre dans l'enquête Pisa de meilleurs résultats que ceux des cantons ruraux. Je suis certain que si nous y parvenions un jour, on parlerait de notre canton et de ses habitants, mais surtout on nous envierait nos enseignantes et nos enseignants.

Viser un tel but, c'est le meilleur antidote contre un autre danger: le succès grandissant des écoles privées. Contre le retour de la sélection par l'argent au détriment de l'égalité des chances. Je reconnais volontiers que les structures de conduite de l'école neuchâteloise ne sont pas adaptées pour satisfaire une telle ambition. Nous devons simplifier notre structure de conduite scolaire. Une option, par exemple, pourrait être de regrouper sous une seule direction régionale, tous les élèves de la scolarité obligatoire. Aujourd'hui, dans ce petit

canton de 170 000 habitants, je vous rappelle qu'on organise les classes dans 58 écoles primaires et 13 centres secondaires. Il y a donc 71 structures scolaires, ça nous paraît trop. Quant au financement, il faudra également le simplifier. Pourquoi ne pas imaginer des financements forfaitaires de base par élève. Tout cela nécessite une réflexion approfondie pour tenir compte des attentes de la population, des exigences qui sont formulées à l'égard de ce secteur important du service public. Il est clair que si l'on veut atteindre de tels objectifs, il faut que nous puissions partager, entre les établissements du canton, des indicateurs communs. Il faut aussi envisager que les directions politiques du secteur scolaire, mais aussi les directions pédagogiques, doivent apprendre à rendre des comptes. Vis-à-vis de l'Etat, vis-à-vis des parents, vis-à-vis des législatifs et du public. Et apprendre aussi à trouver des solutions pour améliorer les résultats lorsqu'ils seront mauvais.

Nous devons donc remplacer la dispersion actuelle par la concentration des moyens. C'est de cette manière-là qu'on arrivera aussi à travers la réussite de la mutation structurelle de l'enseignement à favoriser les enseignantes et les enseignants. C'est ce que je voulais partager avec vous.

On concentre la vision qu'on a de l'école en fonction de la perception que l'on a du corps enseignant. Le problème est que l'on a une vision très réservée, parce que le corps enseignant et les écoles ont tendance à privilégier une attitude défensive. Je pense que si l'on veut véritablement que l'école publique retrouve sa place au sein de notre communauté, elle doit avoir une approche beaucoup plus offensive. L'approche offensive devant non seulement être imaginée sur le plan du statut de l'enseignant, mais aussi sur le plan de la conduite des établissements.»

Quels résultats pour quelle école?²

Séduction et éducation sont deux postures difficiles à marier... A l'instar d'un homme politique qui veut être réélu, les enseignants de ce canton, galvanisés par l'orateur hors pair qu'ils ont écouté si attentivement, pourraient eux aussi se mettre en quête de stratégies les plus efficaces pour obtenir le suffrage de l'électeur, oh pardon: du parent d'élève... Mais comment faire pour intéresser les membres d'une société irresponsable³ à une éducation qui passe notamment par la gestion de la frustration, la canalisation des pulsions dans un projet émancipateur, la construction patiente d'une personnalité, etc?

A l'opposé, la séduction joue sciemment – et parfois savamment – sur le pulsionnel et installe dans les esprits l'idée d'un exercice immédiat et permanent d'une toute-puissance illusoire. Comment convaincre que l'acte d'apprendre dans un cadre scolaire est plus désirable que la satisfaction de désirs immédiats? Ainsi posé, le contexte du débat public, auquel Jean Studer nous demande de faire face, a de quoi nous déprimer... A moins, pour justement reprendre les termes du même conseiller d'Etat, que nous présentions des résultats qui rendent l'éducation plus intéressante que la séduction. Voilà un défi passionnant pour des professionnels de l'école publique! Mais combien éloigné des trépignements incessants des vendeurs de résultats estampillés Pisa. Les fins... les moyens...●
(sl)

* La première partie du compte-rendu de cette journée syndicale a paru dans le no 1/09 de l'Educateur, p. 20/21.

¹ Texte complet sur www.saen.ch → l'Educateur → compléments. On y trouvera notamment la réponse de Georges Pasquier à la proposition de recourir aux enquêtes Pisa à des fins de comparaison entre établissements scolaires.

² Ou, si vous préférez, mais ce n'est pas exactement la même chose: Quelle école pour quels résultats?

³ Selon l'expression de Philippe Meirieu: «Liberté totale pour les marchands d'excitants, répression absolue pour les excités.»